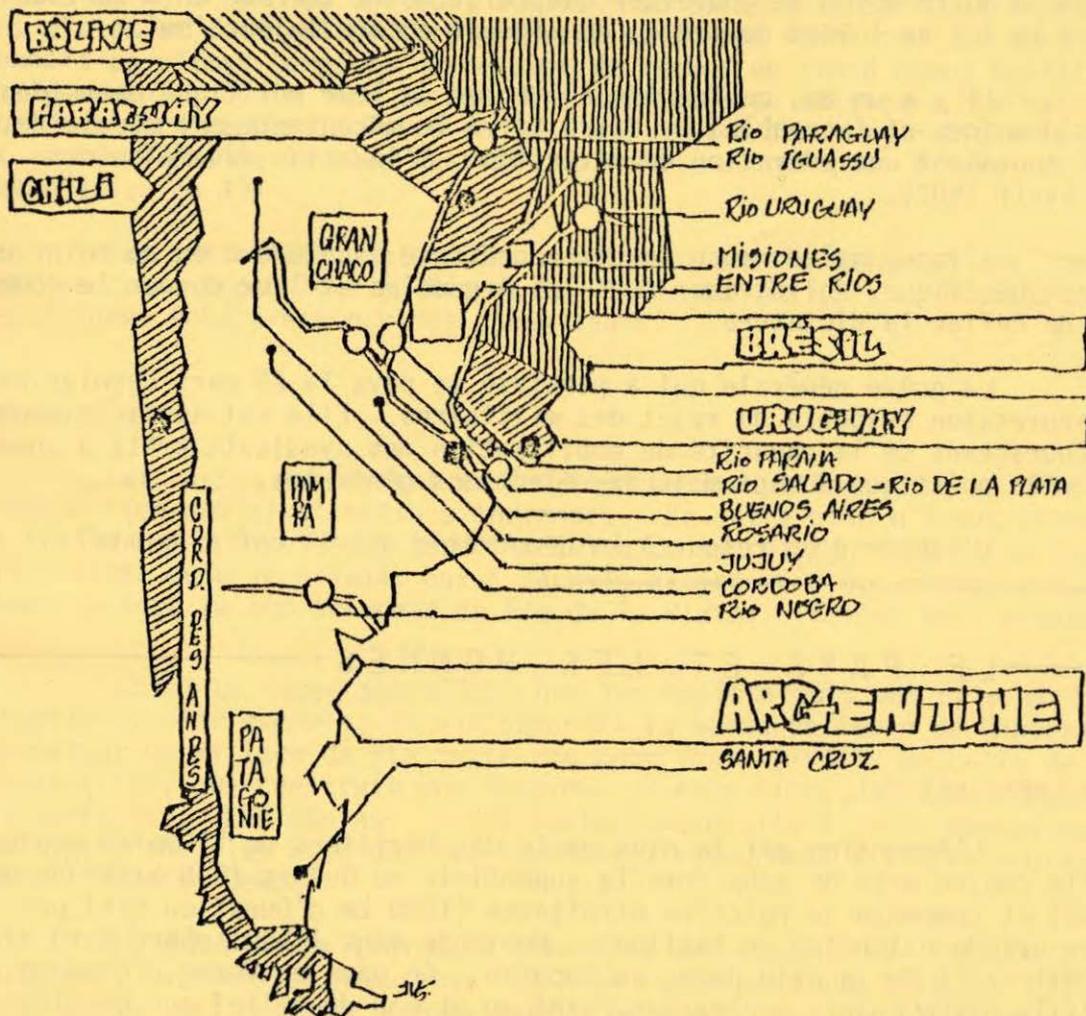


EN MARCHÉ !

Caminando!

BULLETIN DE REFLEXION ET D'ENGAGEMENT

Vol. IV No 2 Avril 1983



COMITE CHRETIEN POUR LES DROITS HUMAINS
EN AMERIQUE LATINE
4725 St-Denis, Montréal, Qué. H2J 2L5

Dossier Argentine

EDITORIAL

Les militaires au pouvoir en Argentine depuis 1976 n'ont pas connu d'autre moyen de gouverner que celui de la terreur en s'abritant sous la loi de l'état de siège, en vigueur encore aujourd'hui.

Il y a un an, confrontés à l'échec de leur politique dans tous les domaines et incapables de faire taire le mécontentement populaire, ils tentaient une opération de diversion: l'invasion des Malouines (2 avril 1982).

L'issue malheureuse de cette coûteuse aventure a eu au moins un effet bénéfique, solidariser tous les Argentins et leur donner le courage de défier la dictature.

La grève générale qui a paralysé le pays le 28 mars dernier est l'expression évidente du rejet des militaires. Elle est aussi le signe encourageant de la capacité de mobilisation des syndicats prêts à jouer un rôle politique à sept mois des élections générales.

L'espoir d'un retour à la démocratie est-il enfin permis?

LE PAYS ET LES HOMMES

Le cadre naturel

L'Argentine est le plus vaste des héritiers de l'Empire espagnol. Elle couvre près de deux fois la superficie du Québec (2,8 millions de km²) et compense sa relative étroitesse (1200 km d'Ouest en Est) par une grande extension en latitude. Replacée dans l'hémisphère Nord elle s'étirerait de la Baie James au Yucatan. Ce pays en forme d'équerre effilé offre maints contrastes, tant au niveau du relief que du climat.

Les Andes hérissées de sommets volcaniques dominent un ensemble de plateaux et de plaines:

Au Nord-Ouest le Chaco sec et infertile; au Nord-Est les Misiones, domaines des araucarias géants; à l'Est l'Entre-Rios, Mésopotamie encadrée par le Parana et l'Uruguay; au Sud de l'estuaire de la Plata, la Pampa aux sols limoneux, dépourvue d'arbres et si plate que les eaux s'y infiltrent sans couler; enfin la Pagonie caillouteuse et désolée que borde une côte abrupte.

Les climats couvrent toute la gamme possible. L'ambiance tropicale du Nord combine chaleur, humidité ou sécheresse selon la hauteur des pluies et fait naître forêt, savane ou steppe épineuse. Le Centre connaît un climat tempéré, non exempt de vagues de froid quand souffle le "pampero". Enfin vers le Sud, les températures baissent. La Patagonie se termine par la Terre de feu qui, malgré son nom, est glaciale et abrite la ville la plus australe du monde, Ushuaia, qui a servi de baigne jusqu'en 1947.

Ces contraintes naturelles expliquent que la majorité des Argentins se concentre autour du Rio de la Plata, tandis que les régions périphériques sont presque vides d'habitants.

Le peuplement

Fait assez surprenant en Amérique Latine, l'Argentine ne doit presque rien aux civilisations indiennes. En outre elle n'a pas connu la traite. Son peuplement tardif résulte de son éloignement et du faible intérêt qu'elle offrait aux Espagnols attirés par les métaux précieux (malgré le nom trompeur du Rio de la Plata: rivière de l'argent).

C'est de façon sporadique que les explorateurs ont pris pied en Argentine. Par exemple, 44 ans séparent la halte de Pedro de Mendoza, fondateur du village de Ste Marie des Bons Vents (1536), de celle de Garay (1580) qui construit une deuxième Buenos-Aires, la première ayant été détruite. Les chevaux et les bovins introduits à cette époque se multiplieront plus vite que les habitants, retournant à l'état sauvage dans l'immense Pampa.

Il y avait des Indiens à l'arrivée des Espagnols: Patagons, Quichuas, Guaranis et Araucans. Il n'en reste plus que quelques milliers, descendants des rescapés des massacres perpétrés par les éleveurs de la Pampa ou par l'armée.

Vers 1850, le pays ne comptait pas plus de 800 000 habitants. En 1914, le cap des 8 millions était franchi. C'est d'Europe que sont venus les immigrants, Italiens et Espagnols surtout, mais aussi Allemands, Slaves et Français. L'immigration s'est poursuivie avec moins d'ampleur jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Aujourd'hui les Argentins sont 27 millions et 82% d'entre eux vivent dans les villes, l'énorme agglomération de Buenos-Aires groupant à elle seule 9 millions de personnes.

Cette population a un taux d'accroissement naturel équivalent à celui des Etats-Unis (1,2%). Le niveau de scolarisation et l'équipement sanitaire y sont comparables à ceux des pays développés. Pourtant le niveau de vie des Argentins n'est pas aussi élevé que les richesses du pays le laisseraient supposer. La politique menée depuis plus de dix ans s'est soldée par la stagnation du développement et l'aggravation des déséquilibres entre la région métropolitaine et le reste du pays, renforçant des inégalités sociales potentiellement explosives.

D'HIER A AUJOURD'HUI

De l'anarchie à l'euphorie

L'Argentine a conquis son indépendance en 1810 à la faveur de l'épopée napoléonienne. La jeune république mettra du temps à se consolider à cause des luttes farouches qui opposeront fédéraux et unitaires.

Mais en 1880 Buenos-Aires devient enfin la capitale de tout le pays qui commence à changer de visage en accueillant des flots d'immigrants européens. Dans les années qui suivent, l'exportation de produits agricoles amène une incroyable prospérité. L'Argentine peut s'enorgueillir alors d'être le pays le plus urbanisé et le plus scolarisé de l'Amérique latine.

Devant une telle réussite, qui pourrait percevoir le danger d'une trop grande subordination à l'impérialisme étranger?

La dépression et l'avènement du péronisme

Après 50 ans de croissance ininterrompue, la crise mondiale se charge d'ouvrir brutalement les esprits en mettant fin aux achats et au crédit. Le pays plonge dans la misère et l'agitation sociale et les militaires font leur entrée sur la scène politique en renversant le président Yrigoyen, au pouvoir depuis quatorze ans (1930). Un jeune colonel participe au coup d'Etat, Juan Peron. Il ne cache pas sa sympathie pour l'expérience fasciste, qu'il observe de près en accomplissant un stage dans l'armée italienne. De retour au pays, il y remplit les fonctions de Secrétaire d'Etat au travail et adopte des mesures favorables aux ouvriers qui lui assurent d'emblée une grande popularité. Il gravit rapidement les échelons: ministre de la guerre, puis vice-président de la République.

C'est un bon orateur, capable de subjuguier les "peones" misérables, les employés plus ou moins prolétarisés, les ouvriers des industries naissantes, les chômeurs, toute cette masse de pauvres gens prêts à se mobiliser. Mais la popularité de Peron finit par irriter l'armée, qui l'emprisonne.

L'ascension du jeune colonel aurait pu se terminer là, sans l'intervention de milliers de "descamisados" (sans-chemise) qui, galvanisés par Eva Duarte (future Mme Peron), parviennent à faire libérer leur héros.

Peron devient président en 1946. Il bénéficie d'un contexte économique favorable qui permet de transformer tous les Argentins en Péronistes convaincus, ayant foi dans le justicialisme dont le credo repose sur le nationalisme, la justice sociale et l'anti-impérialisme.

Mais peu à peu la prospérité s'effrite et l'opposition renaît.

Après quelques "golpes" ratés, celui de septembre 1955 met fin au "règne" du président qui s'exile à Madrid, sans pour autant couper les ponts avec les plus fidèles de ses partisans.

Le temps des incertitudes

De 1955 à 1973 le pouvoir est tantôt aux mains des militaires, tantôt aux mains des civils. C'est l'alternance de la "dictadura" et de la "dictablanda", ni l'une ni l'autre ne parvenant à résoudre les problèmes d'une société en crise.

Bien qu'éloigné de la scène légale du jeu politique, le péronisme reprend alors de la vigueur. D'une manière assez surprenante ce mouvement, dont l'idéologie et la direction étaient autoritaires, canalise les aspirations démocratiques.

Les incidents se multiplient dans tout le pays: grèves, attentats, manifestations de rue qui tournent à l'insurrection.

Les coups de semonce du gouvernement (état de siège, arrestations massives) ne ramènent pas l'ordre pour autant. Alors les militaires prennent conscience de la nécessité d'un retour à une vie constitutionnelle.

Le retour de Peron

En mars 1973 les élections promises par le Général Lanusse portent à la présidence Hector Campora, le candidat désigné par Peron de son lointain exil madrilène. Quelques mois plus tard, selon le scénario prévu, Campora démissionne pour permettre à Juan Peron, revenu au bercail, de se faire élire à la tête de l'Etat, en octobre 1973. Manifestement, les militaires étaient d'accord, voyant en lui l'artisan possible de la réconciliation nationale. Seule surprise: l'accession imposée de Madame Isabel Peron à la vice-présidence.

Peron ne manque pas de bonnes intentions. Dans le domaine politique il s'efforce de structurer son propre parti, cherche un accord avec les partis non-péronistes et une amélioration de ses relations avec les forces armées.

Dans le domaine économique il propose la concertation entre les patrons et les travailleurs.

Mais l'espoir des premiers jours s'effrite rapidement, miné par les luttes entre factions péronistes, l'hostilité de la droite et les difficultés économiques. Peron arbitre péniblement la situation. A sa mort, le 1er juillet 1974, la seconde expérience péroniste est déjà condamnée, même si Isabelita, devenue présidente, tente de la prolonger. La crise économique est profonde (stagnation de la production, chômage, inflation) et les tensions s'aggravent.

Le gouvernement militaire

Alors les militaires interviennent: le coup d'Etat du 24 mars 1976, patiemment mûri, est presque accueilli avec soulagement.

Soulagement de courte durée car, une fois au pouvoir, les forces armées se lancent dans une terrible répression contre la guérilla, les syndicalistes, les péronistes, les intellectuels. Leur ambition est de vaincre définitivement la subversion et de reprendre en main l'économie (voir plus bas). Un climat de terreur baigne le pays: tortures, assassinats, enlèvements, disparitions font partie du quotidien. Condamnés par l'opinion internationale, les militaires sont sur la défensive et s'abritent derrière des promesses fallacieuses: "La volonté des forces armées est de rétablir une démocratie représentative, républicaine et fédérale, qui sera précédée par l'augmentation du bien-être social, produit de la croissance économique dans le cadre de la justice sociale" (propos de la Junte en 1978).

En 1981, le Général Viola, successeur du Général Videla, est présenté comme "l'homme de l'ouverture politique", mais nul n'entrevoit la perspective d'une normalisation constitutionnelle. Tenter de maquiller leurs crimes semble la seule préoccupation des militaires. Après avoir résolu à leur manière le problème des disparus en les déclarant "décédés", ils proposent le "pacte de l'oubli" qui consiste à effacer les actes de terreur et à ne pas inquiéter leurs auteurs.

D'un Général-président à un autre Général-président (Galtieri), le discours reste le même, axé sur la "reconstruction nationale". Mais qui pourrait encore s'y laisser prendre?

Face à la contestation populaire qu'elle ne parvient pas à endiguer, malgré la répression, la Junte improvise alors l'invasion des Malouines espérant ainsi souder la nation autour de ses chefs.

La "parenthèse Malvinas" dure deux mois et demi. A l'annonce de la reddition de leurs troupes, les Argentins traumatisés se rendent compte qu'ils ont été bernés une fois de plus par leurs dirigeants. La colère gronde contre un Etat-major plus à l'aise dans la répression des manifestations de rue que sur un véritable champ de bataille.

Pris au piège de leur propre machination, les militaires ne peuvent plus désormais ignorer les revendications populaires.

Le Général Bignone qui succède au Général Galtieri démis de ses fonctions, déclare le jour de son assermentation (1er juillet 1982): "Ma mission est claire, rendre au pays ses institutions naturelles au plus tard en mars 1984".

Son accession à la présidence coïncide avec la levée de l'interdiction frappant les activités politiques depuis le coup d'Etat de mars 1976. Récemment, le délai prévu pour la remise du pouvoir aux autorités civiles a été ramené au 30 janvier 1984, trois mois après les élections nationales, provinciales et municipales fixées au 30 octobre.

Pour les militaires, l'échec est complet; mais accepteront-ils de se tenir définitivement à l'écart des affaires publiques?

UNE ECONOMIE MALADE

Pendant longtemps l'Argentine a été exclusivement une annexe rurale de l'Europe à qui elle fournissait viandes, peaux et céréales. Aujourd'hui encore l'agriculture et l'élevage restent la base essentielle de l'économie, procurant au pays la plus grande partie de ses devises. Aucune discrimination idéologique n'est faite quant aux clients potentiels, et l'on se souvient qu'après l'invasion de l'Afghanistan, l'Union Soviétique n'avait pas eu à souffrir de l'embargo américain sur le blé grâce, justement, aux exportations argentines.

L'industrialisation a commencé véritablement avec Peron qui, en adoptant des plans quinquennaux, s'est efforcé de remplacer l'offre de biens industriels importés par la production nationale. Cette volonté d'autonomie disparaît en même temps que la première expérience péroniste. Les barrières douanières sont supprimées. Le pays s'ouvre aux capitaux étrangers. Les multinationales américaines, européennes ou japonaises s'emparent progressivement de tous les secteurs importants (pétrochimie, métallurgie, constructions mécaniques). L'Argentine devient un pays dépendant.

Lors du Second intermède Peron, le ministre de l'économie Gelbard tente courageusement de rééquilibrer l'économie, mais la réaction violente des multinationales et de l'oligarchie terrienne fait échouer toutes les réformes. Alors le pays sombre dans le chaos: accélération de l'inflation, déficit de la balance des paiements, fuite des capitaux, chute de la production.

Parvenus au pouvoir après le coup d'Etat de mars 1976, les militaires prétendent redresser l'économie en optant pour le libéralisme à tous crins à partir des théories de Milton Friedman. La pensée libérale est que le marché doit fonctionner sans restrictions: l'activité économique de l'Etat est donc réduite au minimum; de même les interférences possibles des syndicats sont exclues. C'est pourquoi les forces armées ont démantelé la CGT (Confédération générale des travailleurs), plaçant les syndicats sous contrôle militaire et fournissant leurs chefs.

En combinant croissance économique et rétablissement de l'ordre social, le plan économique devient le programme politique, et le terme "libéralisme" n'a plus rien à voir de près ou de loin avec le terme "démocratie".

Tour à tour, Martinez de Hoz, Lorenzo Sigaut, Roberto Aleman et M. Wehbe ont occupé le ministère de l'économie et appliqué les mesures prévues: abandon des barrières douanières, liberté des prix, libéralisation du système financier et bancaire, ouverture au capital étranger. Seule entrave à la politique de libéralisation: le blocage des salaires.

Sept ans après, quels sont les résultats d'une telle expérience?

* l'inflation a repris de plus belle (en 1975: 28 pesos pour 1\$; en décembre 1982, 20 000 pesos pour 1\$);

* la dette extérieure dépasse 40 milliards de dollars;

* l'activité industrielle s'est ralentie entraînant une baisse du PIB;

* le taux de chômage atteint 15%, soit l'indice le plus élevé en 50 ans;

* le salaire moyen a perdu 40% de sa valeur en 1976.

Mais pendant ce temps le budget militaire est passé de 2,5% du PIB en 1974 à 4,5% en 1982 et la tournée de M. Shamir, en octobre de la même année, a coïncidé avec l'arrivée à Buenos-Aires d'un nouveau lot d'avions de combat fournis par Israël (les Etats-Unis ont-ils trouvé par ce biais un moyen de "renouer" avec l'Argentine?).

L'Argentine traverse la plus grave crise économique de son histoire à cause de l'obstination de ses dirigeants. L'aide recherchée du côté des banques étrangères et du F.M.I. pour sortir de l'impasse viendra sans doute, mais au prix de nouvelles restrictions imposées au peuple.

Un certain temps s'étant écoulé depuis la mésaventure argentine des Malouines, nous avons maintenant un peu de recul pour en évaluer les effets à moyen terme.

Si l'on regarde l'Argentine aujourd'hui on a l'impression que la réalité demeure sensiblement la même: Bignone au lieu de Galtieri, et c'est tout! Ce qui, à un observateur superficiel, pourrait sembler être de la plus monocorde continuité, exige cependant une investigation plus sérieuse.

Prenons, par exemple, le cas de la position internationale et des alliances de l'Argentine. L'Argentine était le partenaire privilégié des Etats-Unis en Amérique Latine et Centrale. On sait qu'elle avait accepté d'envoyer des conseillers militaires au El Salvador et au Guatemala pour permettre une présence beaucoup plus discrète des envoyés du Pentagone. En plus elle avait installé au Panama un centre de renseignements en fonction du Nicaragua. Bref, l'axe Washington-Buenos Aires semblait impossible à rompre et l'alliance Argentine-pays occidentaux développés comme allant de soi. A tel point qu'en octobre 1981 les officiers argentins avaient convoqué à Buenos Aires une conférence pour expliquer les succès obtenus dans la guerre interne contre les syndicats, partis, groupes populaires, et pour se proposer comme l'avant-garde de la lutte contre la gauche en Amérique.

Tout cela a duré jusqu'à un certain jour du printemps 1982, où Galtieri et Reagan se parlèrent au téléphone au sujet des Malouines.

Galtieri: "Nous allons attaquer les Malvinas. De quel côté êtes-vous?"

Reagan: "Nous sommes les alliés de la Grande-Bretagne."

A partir de ce coup de fil un nouvel ordre s'imposa. D'une part, ce que l'on savait depuis très longtemps devint de plus en plus clair, à savoir, que les organisations internationales américaines existent pour servir les intérêts des Etats-Unis. Ainsi l'O.E.A. (Organisation des Etats Américains) et le T.I.A.R. (Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque) prévoient que leurs membres devaient être solidaires dans les conflits avec des pays non-américains. L'occasion venue, la première d'ailleurs depuis leur naissance, les Etats-Unis laissèrent tomber l'allié américain pour se ranger avec l'allié européen. Galtieri dira plus tard que "pour l'Argentine et pour moi ce fut là une véritable trahison".

On assiste, d'autre part, à des surprises insoupçonnées: les pays du bloc des non-alignés se rangent du côté argentin; Cuba, socialiste et non obligé par les accords de l'O.E.A. et du T.I.A.R., auxquels les Etats-Unis ne lui permettent pas de participer, s'est aussi rangé avec les Argentins. Et toute l'Amérique, au sud du Rio Bravo, du Nicaragua à la Bolivie, du Venezuela au Brésil, manifesta sa solidarité à l'allié continental. Le Chili, qui avait pourtant ouvert le référendum du canal de Beagle, resta dans une position de neutralité. La Russie, pour sa part, laissa très clairement entendre sa sympathie pour la cause argentine. Pas seulement pour déplaire aux Etats-Unis, croyons-nous, mais aussi parce qu'un pied-à-terre lui serait extrêmement utile dans l'Atlantique Sud, à seulement quelques milles de l'Antarctique.

Il était évident que cet ordre-là n'allait durer que l'espace d'une guerre. Ayant fait les choix les plus opportuns, l'administration Reagan s'est promptement mise au travail pour récupérer son image et son influence en Amérique Latine et pour se choisir un nouveau partenaire. D'ailleurs, ce choix n'est que le retour à un vieil amour: depuis toujours les Etats-Unis et le Brésil avaient flirté aux dépens des autres pays latino-américains. La politique des droits humains de Carter avait mené à la rupture et à la nécessité, pour les Etats-Unis, de trouver un nouvel allié privilégié. En effet, ce fut sous l'administration Carter que les liens Etats-Unis-Argentine devinrent de plus en plus étroits, comme si le bourreau Videla respectait les droits humains plus que ses homologues brésiliens!

La visite de Figueiredo aux Etats-Unis et celle de Reagan au Brésil ont replacé les équilibres dans leur position habituelle, surtout l'inexplicable prêt que Reagan a accordé au Brésil, à l'encontre de toutes les indications du FMI et de la Banque Mondiale.

Et pour l'Argentine? D'une part, la "trahison" des Etats-Unis et l'embargo de la CEE l'ont remise de force parmi les pays de l'hémisphère sud, dans lequel elle avait toujours dédaigneusement refusé d'être classée; d'autre part, la solidarité internationale acquise dans les pays du Tiers-Monde pourrait engendrer des développements intéressants.

En définitive, les options internationales argentines sont plutôt limitées et leur réalisation dépendra beaucoup de l'évolution de sa situation interne.

L'aventure malouine devait fournir à la junte argentine, installée à la Casa Rosada depuis 1976, un support qui lui manquait de plus en plus dans tous les secteurs de la vie nationale.

Comme Onganía et Lanusse de 1966 à 1973, ainsi Videla et Galtieri ont conduit la société argentine au désastre économique. Pour se légitimer au pouvoir, il fallait donc à la junte une motivation différente, capable d'agglutiner les forces de la nation. Et ce fut le nationalisme. D'abord l'affaire du canal de Beagle en 1978, non encore résolue aujourd'hui; les Malouines ensuite. Sauf que le canal de Beagle et les Malouines ont été deux batailles perdues pour la junte argentine. Le fait que dans l'affaire des Malouines la junte ait réussi à obtenir l'appui des syndicats et des partis démontre uniquement que les capacités d'analyse de ces derniers sont beaucoup plus articulées que l'on ne soupçonnait, mais cela ne signifie nullement un chèque en blanc à la junte. C'est ce que les militaires mêmes semblent commencer à comprendre. En effet, s'il était évident que Galtieri devait tomber, il n'en allait pas de même pour la succession. L'aviation et la marine voulaient un président civil, l'armée voulait un président militaire. Reynaldo Bignone est là pour témoigner que l'armée l'a emporté, mais sa faiblesse au pouvoir indique que les différends sont loin d'avoir été résolus.

Si l'on pouvait penser, donc, que la guerre perdue des Malouines aurait accéléré le passage du pouvoir aux civils, force nous est de constater qu'il se fera selon le délai prévu, à savoir au printemps 1984. D'autant plus que ni les syndicats, ni les partis politiques ne semblent être capables, ou vouloir, prendre avantage de la situation de désagrégation des forces armées.

Quel sera donc le futur en Argentine? Les militaires avant l'affaire des Malouines avaient annoncé qu'en mars 1984 (*) ils passeraient le pouvoir aux civils. En effet ils n'ont aucune raison pour maintenir le pouvoir sauf la crainte de le céder. Il y a, en effet, au moins le problème des "desaparecidos" à régler. Qui paiera pour les milliers de disparus? Est-ce qu'il y aura un Nuremberg argentin? C'est sur cette base que s'entament maintenant les négociations entre les militaires et les civils. La garantie du "silencio" obtenue, les militaires passeront la main aux civils. Le pire, c'est qu'il est bien possible qu'ils trou-

(*) Des élections générales ont finalement été annoncées pour le 30 octobre prochain.

vent cette personne disposée à leur donner une telle garantie. Si l'on s'en tient à l'histoire de l'Argentine du siècle actuel, on remarquera que tout soulèvement militaire (1943, 1955, 1962, 1966, 1976) a toujours reçu l'appui des secteurs publics et que tout retour à la démocratie a été négocié avec d'autres secteurs. Lanusse a tranquillement survécu au passage du pouvoir aux civils en 1973! Il faut signaler aussi que sept (7) ans de dictature militaire, parmi les plus cruelles subies sur le continent latino-américain, ont éliminé du pays quiconque s'opposait au régime, de telle sorte que nous ne retrouvons dans l'Argentine d'aujourd'hui aucune force, aucun mouvement politique capable d'élaborer un projet politique à dimension nationale. La "Multipartidaria" ne réussit à convaincre personne par le fait même de sa composition et à cause de son incapacité de mobiliser la population. Par contre, même si les syndicats réussissent leur propre mobilisation, comme on l'a vu tout récemment, ils ne semblent pas être la force à qui les militaires céderaient le pouvoir. Une articulation partis-syndicats exigerait que les partis aient le courage de se définir par rapport au modèle politique et économique - ce qu'ils refusent carrément de faire - trouvant beaucoup plus profitables de s'accomoder des espaces ouverts par les syndicats et par les "folles de la Place de Mai".

Ce qui n'équivaut pas à dire que les militaires doivent rester au pouvoir. D'une certaine manière, l'impasse persistera tout le temps que les militaires resteront au pouvoir, dans la mesure où les véritables forces populaires et démocratiques, issues des organisations de base et des mouvements non institutionnalisés, ne pourront se manifester librement.

La rentrée des militaires aux casernes, leur jugement pour les crimes qu'ils ont commis, sont affaires d'extrême urgence, mais pas assez pour passer le pouvoir à une classe qui le leur remettra quand elle se sentira menacée par la montée des classes populaires.

a) Les "Folles de la Place de Mai"

La découverte de nombreux charniers en Argentine, à l'automne 1982, est venu rallumer tout le débat autour du douloureux problème des détenus-disparus de ce pays, dont le nombre s'élèverait à plus de 10 000 (7 291 selon un récent rapport publié par CLAMOR, Brésil).

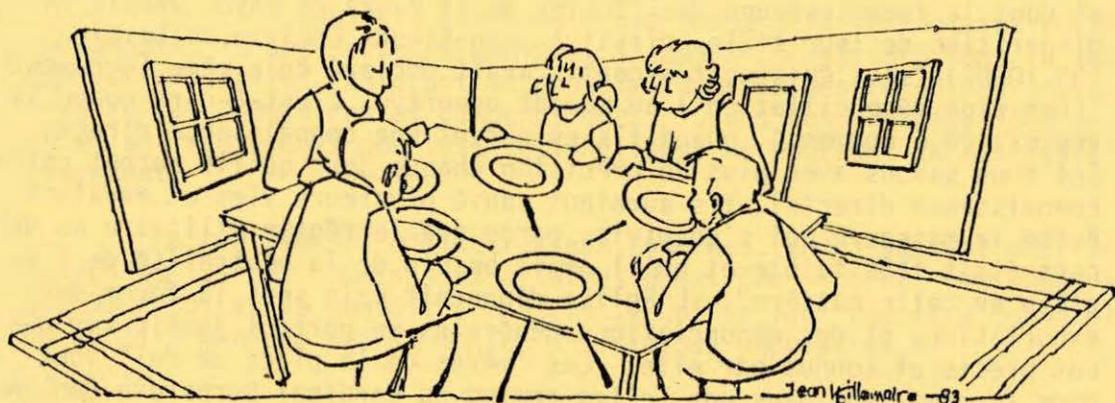
Cette lancinante question des "disparitions" est sans cesse rappelée à l'attention du public et à la responsabilité du gouvernement par ces femmes auxquelles on a donné le sobriquet de "Folles de la Place de Mai". Mais l'insulte s'est bien vite convertie en titre de gloire pour celles qui, inlassablement depuis 6 ans, marchent en silence devant le palais présidentiel tous les jeudis midis. Par ce geste, elles espèrent retrouver VIVANTS leurs enfants et petits-enfants, détenus-disparus quelque part dans le pays, et empêcher que le voile de l'oubli politique ne vienne étouffer cette réalité. De 14, le premier jour de Mai 1977, elles sont maintenant plus d'une centaine. Certaines sont Uruguayennes et sont venues se joindre à leurs consœurs argentines pour dénoncer les mêmes réalités cruelles qui les accablent. Le gouvernement argentin garde le mutisme le plus complet, malgré la pression grandissante de l'opinion mondiale.

Une vaste campagne de répression et de salissage est en cours contre les MERES DE LA PLACE DE MAI. Cette campagne d'intimidation vise les "MERES DE TERRORISTES" et sa vice-présidente MARIA A. GARD DE ANTKOLETZ. On les dépeint comme anti-argentines, antipatriotes et rancunières; on les rend responsables de la "délinquance" de leurs enfants. Cela ne justifie pas cependant la non-information quant au sort et lieux de détention de ces soit-disant "subversifs". Des individus viennent la nuit coller sur les murs du local des affiches attentatoires à certaines des mères. Il y a même eu des menaces de mort. Ces MERES réclament une enquête juste et approfondie sur ces faits. Il est douloureux de constater que l'Eglise d'Argentine, jusqu'à très récemment, est restée muette devant une telle persécution. Celles que les forces de l'ordre appellent les "communistes" représentent en quelque sorte les sans-droit qui élèvent la voix devant l'intransigeance du régime en place.

b) Le colloque de la FEDEFAM

Au Pérou, du 4 au 8 novembre 1982, s'est tenu le colloque de la FEDEFAM (Fédération des Associations de Parents de disparus), qui réunissait, en plus des délégués des familles concernées, de nombreux juristes et observateurs internationaux. La FEDEFAM a pour but de retracer et de faire libérer VIVANTS les détenus-disparus. Le mot VIVANTS est important. Un projet de convention internationale a été rendu public, qu'on espère voir endossée par un nombre suffisant de pays pour être présentée et adoptée à l'O.N.U.

Le colloque était divisé en quatre ateliers: - les problèmes psychologiques vécus par les familles des détenus-disparus; - l'articulation entre les mouvements des droits humains et les mouvements populaires en Amérique Latine; - l'idéologie de la sécurité nationale et la pratique répressive de la disparition forcée; - les médias et la contre-information.



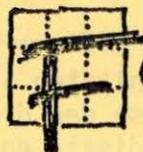
Depuis quelques mois déjà les évêques d'Argentine prennent ouvertement position sur les politiques du gouvernement militaire. Par exemple, dans un document intitulé "Chemin de réconciliation" la Conférence épiscopale argentine met en garde le gouvernement contre toute tentation de vouloir freiner le processus de démocratisation, geste qui s'avérerait néfaste pour le pays. Elle demande la levée de l'état de siège, la remise en liberté des prisonniers incarcérés sans procès et la lumière sur le cas des disparu/e/s.

Cette attitude publique de dénonciation et de mise en garde envers la junte militaire tranche nettement par rapport à leur attitude d'avant la défaite des Malouines, au temps de la découverte des charniers et de la confession de militaires ayant participé à l'exécution de disparu/e/s. Le silence semblait prudence, à cette époque où toute personne réclamant justice, démocratie ou respect des droits humains ou bien travaillant dans un parti d'opposition au gouvernement risquait sa vie. Actuellement, les évêques ne font que reprendre ce que tout le pays réclame. Tout en se réjouissant de cette prise de position de l'épiscopat argentin, certain/e/s chrétien/ne/s lui reprochent son silence passé au moment de l'arrivée au pouvoir de la junte militaire en 1976, sur les nombreuses violations des droits humains et sur le problème monstrueux des 30,000 disparu/e/s depuis 1976. Emilio Fermin Mignone, un avocat travaillant au risque de sa vie et de celle de sa famille pour la défense des droits humains dans son pays et dont la femme est une des "folles de la Plaza de Mayo" depuis la disparition de leur fille, disait à Jean-Claude Leclerc, du Devoir, (05-10-82): "si l'épiscopat argentin avait déclaré cela même (document "Chemin de réconciliation") au moment opportun, c'est-à-dire quand la répression a commencé, quand ils en eurent une connaissance directe (et nous savons avec plus de précision chaque jour qu'ils eurent cette connaissance directe), ils auraient sauvé plusieurs vies et auraient évité le massacre qui s'ensuivit, parce que le régime militaire au départ était très faible et qu'il avait besoin de la neutralité de l'Eglise en cette matière". L'Eglise dénonçait mais sous la forme des exhortations et des dénonciations générales ne portant jamais sur des cas précis et connus par elle. Les "mères de la place de Mai" vont dans le même sens, dans une lettre remise au cardinal Bernardin Gamin, où elles disent que les disparitions auraient pu cesser si la hiérarchie catholique était intervenue publiquement dès le premier moment pour condamner et dénoncer les coupables qui étaient bien connus. Adolfo Pérez Esquivel, à qui on attribua le Prix Nobel de la Paix le 13 octobre 1980, travaille depuis 1974 pour la défense des droits hu-

ains et est un des responsables de l'organisation humanitaire Servicio Paz y Justicia. Il prône la non-violence dans la défense des droits humains et défend la doctrine sociale de l'Eglise. Il disait, en septembre 1981, que l'Eglise officielle d'Argentine n'appuyait pas son mouvement; seuls quelques évêques et prêtres lui manifestent leur appui concrètement. Autre exemple de l'attitude "discrète" de l'épiscopat argentin au niveau de l'opinion publique.

Ces commentaires illustrent l'ambiguïté, du moins apparente, des positions officielles de l'épiscopat face à la répression de la junte militaire. L'épiscopat argentin a préféré, comme le laisse entendre un volume intitulé "Documents de l'épiscopat argentin 76-81", s'adresser directement et en privé à la junte militaire pour lui faire part de ses préoccupations face aux disparu/e/s, plutôt que de se prononcer publiquement et collectivement sur le sujet, comme les mères de la place de Mai l'ont réclamé à de nombreuses reprises entre 1976 et 1982. A d'autres occasions l'épiscopat fut sollicité dans le même sens sans y répondre. A une réunion, en décembre 1979, Mgr Miguel Esteban Hesayne, évêque de Viedma, proposa à l'épiscopat argentin, en écho avec les déclarations répétées de Mgr Novak, évêque de Quilmes, sur le cas des disparu/e/s, d'adhérer publiquement et collégialement à la demande du pape Jean-Paul II demandant que le cas des disparu/e/s soit éclairci en toute loyauté, que la situation des prisonniers sans jugement soit définie et que les droits des condamnés soient respectés. Cette déclaration que proposait Mgr Hesayne se voulait un appui clair aux déclarations du pape. Certains évêques, à titre privé, avaient en effet donné leur opinion sur les déclarations du pape, faites le 28 octobre 1978 sur la place St-Pierre, suite à la visite d'évêques argentins. Il en ressortait, au niveau de l'information journalistique, une impression d'ambiguïté et d'atténuation face aux positions que prenait le pape, comme le souligne Mgr Hesayne. Le cardinal Primatesta, par exemple, président de la Conférence épiscopale argentine, avait commenté les déclarations du pape en disant que le pape était mal informé. La proposition de déclaration publique de Mgr Hesayne, encore là, ne fut point reprise par l'épiscopat.

Aujourd'hui l'épiscopat argentin s'unit publiquement aux aspirations du peuple au moment où le pays traverse une crise sociale aiguë. Et les chrétiens/ne/s d'Argentine ont besoin d'être appuyé/e/s par leurs évêques pour bâtir un monde meilleur et plus juste. Ils ont besoin que leurs évêques poursuivent leur rôle prophétique au sein de l'Eglise et de la société argentines.



Foi et engagement

L'ÉGLISE QUE J'AIME

A l'occasion de l'anniversaire du Vicariat de la Solidarité de l'Archevêché de Santiago (Chili), le cardinal Raúl Silva Enriquez -- sortant des cadres habituels -- a préféré remplacer l'homélie traditionnelle par la lecture d'un poème. L'auteur, le Père Esteban Gumucio, ss.cc., le lui avait dédié pour ses vingt ans comme archevêque de Santiago. Voici la traduction du texte complet, tel que paru dans la revue mexicaine Brecha (11, 7)

L'Eglise que j'aime, c'est
 la Sainte Eglise de tous les jours.
 Je l'ai rencontrée, pèlerine du temps,
 marchant à mon côté.
 Ton Eglise,
 la mienne,
 la Sainte Eglise de tous les jours.

je l'ai saluée pour la première fois
 dans les yeux de mon père,
 pénétrés de vérité,
 dans les mains de ma mère,
 fabriquant de tendresse universelle.
 Elle ne faisait pas de bruit, elle ne criait pas,
 c'était la Bible de chevet
 et le chapelet
 et le doux roulis
 des Ave Maria.
 L'Eglise que j'aime,
 la Sainte Eglise de tous les jours.

Avant de l'étudier au catéchisme,
 je me suis baigné dans la cuve baptismale
 de la vieille paroisse de Sainte-Anne.
 Avant même de la connaître, elle était déjà mienne,
 la Sainte Eglise de tous les jours.
 C'était l'Eglise de mes parents
 et l'Eglise de la cuisine:
 Rose pleurait ses oignons

en récitant le Notre Père;
 Maria allait à la messe;
 elle m'amenait par la main
 à la Sainte Eglise de tous les jours.

Dans l'aventure du monde qui grandit,
 c'était nous l'Eglise
 avec Raphaël et Vincent,
 avec Amélie, Jeannette et Lucie,
 avec Paul, Pierre et la petite Thérèse,
 la Sainte Eglise de tous les jours:
 Jésus-Christ, l'Evangile, le pain, l'Eucharistie,
 le corps du Christ, humble, chaque jour,
 avec visage de pauvres
 et visage d'hommes et de femmes qui chantaient,
 qui luttaien, qui souffraient,
 la Sainte Eglise de tous les jours.
 A dix ans, heureux;
 à douze ans, missionnaires;
 à treize et à quatorze, vitraux incroyables
 de milles visages et de voix qui appellent.

Arrivent l'évêque et le prêtre,
 la Parole qui perce
 et pénètre les racines de la vie;
 elle rassemblait les villages, réveillait les endormis;
 elle appelait à la prière,
 aux larmes du pardon et de contrition.
 Secouée de témoins, l'Eglise-communion
 aiguillonnait, incommodait,
 conviait
 au vaste courant de la paix,
 aux risques missionnaires,
 aux forêts du Congo
 à la suite de l'Ami;
 l'Eglise du coeur pur,
 l'Eglise du chemin étroit,
 la belle Eglise de la vie,
 la Sainte Eglise de tous les jours.

Et le Pape, le père de notre foi,

dans mon coeur de jeune,
 pointant la justice,
 interprétant les béatitudes,
 ouvrant de vastes horizons,
 prolongeant de nouveaux chemins
 et des visages inconnus et des peuples blessés
 de cuisants abandons,
 Le Pape de toutes les langues,
 des problèmes urgents, des innombrables confidences;
 Le Pape de l'Eglise de tous les jours
 et les recommandations de sa sagesse.

Et ce qui n'a pas été, n'est pas et ne sera jamais
 officiellement inscrit ni contresigné:
 le peuple de l'Eglise sans porte,
 la vaste Eglise des cent mille fenêtres
 et le souffle de l'esprit universel
 circulant en libres spirales,
 et les pauvres construisant des cathédrales
 de paille, d'ordures et de bois,
 avec des voûtes d'ardoise
 et le meilleur de leur pauvreté.

Ecoutez, vous qui passez par les chemins,
 l'Eglise des grandes et des petites processions,
 la vieille, héroïque d'aimer,
 entre les prières et les dévotions.
 De leurs brancards multicolores
 les Saints lui demandent son pardon
 parce qu'elle a élevé des enfants qui n'étaient pas les siens
 et prié pour les morts qui l'ont humiliée
 et vécue si pauvre sans voeu de pauvreté
 et donné la moitié de ce qu'elle n'avait pas.
 Elle va en procession, heureuse, derrière le brancard;
 les Saints la regardent du haut de leur balcon
 différente de leur théologie
 cette humble Eglise de tous les jours.

J'aime l'Eglise de la diversité,
 la difficile Eglise de l'unité.

J'aime l'Eglise du laïc et du curé,
 de saint François et de saint Thomas,
 l'Eglise de la nuit obscure
 et l'assemblée de la longue patience.
 J'aime l'Eglise ouverte à la science
 et l'Eglise modeste avec une odeur de terre
 construisant la cité juste
 avec des sueurs humaines, avec le court Credo
 des Apôtres.

J'aime l'Eglise des Pères et des Docteurs
 et quelques sages d'aujourd'hui
 qui écrivent des livres pour les hommes
 et qui ne restent pas dans les bibliothèques.
 J'aime l'Eglise d'ici, de maintenant,
 l'Eglise pauvre de notre continent,
 maculée de sang, débordante de gens,
 de peuples captifs, sans voix et déroutés.
 J'aime l'Eglise de la solidarité
 qui donne la main en sainte égalité.
 J'aime cette Eglise qui se rapproche
 de la blessure de son Christ;
 l'Eglise de Puebla et de Medellin,
 de dom Helder, de Romero et de Luther King,
 qui viennent de la main de Moïse,
 de David, d'Isaïe et d'Ezéchiel;
 et l'Eglise de Santiago qui ne dit pas Amen
 aux décrets de la mitraille;
 l'Eglise qui ne s'assoit pas à la table
 soumise aux pharaons.
 J'aime l'Eglise qui va avec son peuple,
 sans transiger la vérité,
 qui défend les persécutés
 et exige la liberté.

J'aime l'Eglise Espérance et Mémoire,
 l'Eglise qui chemine
 et l'Eglise de la sainte nostalgie
 sans laquelle nous n'aurions pas de futur.
 J'aime l'Eglise du Verbe dur
 et du cœur doux.
 J'aime l'Eglise du droit et du pardon,

l'Eglise du précepte et de la compassion,
juridique et charismatique, corporelle et spirituelle
maîtresse et disciple, hiérarchique et populaire.

J'aime l'Eglise de l'intériorité,
la pudique Eglise de l'indicible;
j'aime l'Eglise sincère et sourde-muette
l'Eglise enseignante et écoutante,
l'Eglise audacieuse, créatrice et vaillante
et la sainte Eglise convalescente.

J'aime l'Eglise persécutée et clandestine
qui ne vend pas son âme à l'argent tout-puissant.
J'aime l'Eglise tumultueuse
et l'Eglise du murmure des cantiques millénaires.

J'aime l'Eglise qui témoigne
et l'Eglise blessée de ses luttes
intérieures et extérieures.
J'aime l'Eglise post-conciliaire
qui tend la main, avec respect,
à la Sainte Eglise traditionnelle.

J'aime l'Eglise de la sainte colère
l'Eglise d'Irlande et celle de Pologne
du Guatemala et du El Salvador,
l'Eglise des laissés-pour-compte
et l'Eglise de la multitude des marginalisés.
Je ne veux pas d'une Eglise de l'ennui
je veux une Eglise de la citoyenneté,
des pauvres dans leur maison, des peuples en fête
des espaces et des libertés.
Je veux voir mes frères apprendre
et enseigner en même temps,
Eglise d'un seul Seigneur et Maître,
Eglise de la Parole
et Eglise des sacrements.
J'aime l'Eglise des Saints
et des pécheurs,
j'aime l'Eglise vaste et maternelle

non pas implantée par décret,
 l'Eglise des ivrognes invétérés,
 des divorcés croyants,
 des prostituées
 qui ferment leur commerce aux Jours Saints.

J'aime l'Eglise des impossibles,
 l'Eglise de l'Espérance aux pieds de la femme,
 la sainte Mère Marie;
 j'aime cette Eglise de l'amnistie,
 la Sainte Eglise de tous les jours.
 J'aime l'Eglise de Jésus-Christ
 construite sur des bases solides;
 en elle je veux vivre
 jusqu'au dernier moment. Amen.

FONDATION DU CLAI

(Conseil latino-américain des Eglises)

Notes traduites du rapport du délégué officiel de l'Eglise Unie du Canada, le Rév. Tom Edmonds, qui est aussi membre du Comité Chrétien, à l'assemblée de fondation du CLAI, au Pérou, en nov. '82.

Le but premier du CLAI est de "promouvoir l'unité du peuple de Dieu en Amérique Latine, en tant qu'expression locale de l'Eglise universelle du Christ, et comme signe et contribution à l'unité du peuple latino-américain".

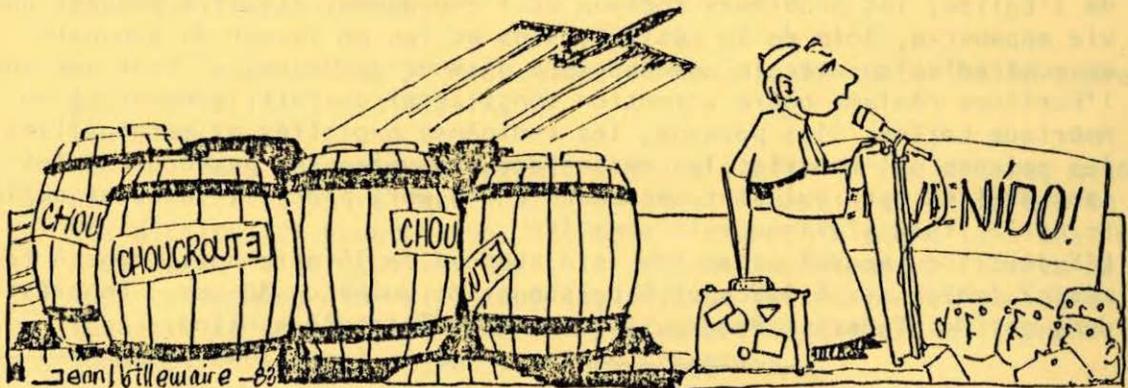
Le thème de l'assemblée était: "L'engagement pour le Royaume". L'allocution principale a été prononcée par le théologien méthodiste argentin José Miguez-Bonino: "Une séparation artificielle entre la prédication de l'Eglise, les problèmes sociaux et l'engagement signifie souvent une vie appauvrie, loin de la réalité, sans action en faveur du prochain, en contradiction avec le commandement d'amour de Jésus... Ceux sur qui l'Ecriture réclame notre attention constituent de fait la majorité en Amérique Latine: les paysans, les Indigènes exploités et marginalisés, les enfants mal-nourris, les masses des sans-voix, les persécutés, les sans-droits, ceux qui sont condamnés à une mort précoce, les sans-emploi -- et la liste s'allongerait sans fin".

L'Exécutif du nouvel organisme sera composé de 16 personnes, dont 4 femmes, 2 Indigènes, 6 laïcs et 5 personnes de moins de 30 ans. Le président est Mgr Federico Pagura, évêque méthodiste d'Argentine.

Le voyage du Pape en Amérique Centrale (2 au 9 mars 1983)

Huit pays en huit jours! Jean-Paul II nous a déjà habitués à ce genre de marathon. Ce qui étonne bien davantage, c'est la différence de ton et de contenu des messages d'un pays à l'autre. Comme toujours, les commentaires et les réactions vont d'un extrême à l'autre: de la louange la plus béate à la critique la plus acerbe. Est-il seulement possible, dans ces circonstances, de traiter d'un sujet aussi piégé? Chose certaine, les attentes des chrétiens des communautés de base auront été trompées, pour ne pas dire bafouées. La condamnation de "l'Eglise populaire", faite à Managua, dans le contexte si particulier de la révolution sandiniste, ne résout pourtant pas la question de savoir QUI est l'Eglise, les évêques seuls ou l'ensemble du peuple de Dieu? Est-il si clair que ce soient les fidèles qui se soient mis en marge de leur évêque, ou ne serait-ce pas Mgr Obando y Bravo qui refuse le dialogue? La réponse aura aussi des répercussions ailleurs. A côté de cet épisode douloureux, probablement autant pour le Pape lui-même que pour les pauvres gens, il y a eu aussi de grands moments pleins d'espérance: la visite au tombeau de Mgr Romero, la rencontre avec les Indiens guatémaltèques, la condamnation claire de la répression et de la torture comme méthodes de gouvernement.

Souhaitons seulement que, comme au Brésil, les gestes et les paroles du Pape apportent aux appauvris et aux opprimés un peu d'espoir et de courage, aux chrétiens du monde entier un peu de solidarité fraternelle.



Guatemala

A Madrid, Espagne, du 27 au 31 janvier derniers, le Tribunal Permanent des Peuples a siégé sur le cas du Guatemala. Le Tribunal est composé de 56 membres choisis parmi des personnages bien connus dans le monde de la culture, de l'art, de la science et de la politique. Parmi les juges de cette session, on remarquait George Wald, prix Nobel de physiologie et de médecine, Harvey Cox, théologien des U.S.A., Dom Sergio Mendez Arceo, évêque de Cuernavaca au Mexique et Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la Paix. Et parmi les représentant/e/s des organismes de droits humains et de développement international se trouvait notre déléguée Barbara Zerter, au nom du CCDHAL, du Comité Québec-Guatemala et d'autres groupes de Montréal. Aucun représentant du gouvernement guatémaltèque, invité à comparaître pour se défendre, ne s'est présenté.

Pendant deux jours et demi, les 300 participant/e/s ont entendu plus de 30 témoignages et rapports sur la répression atroce qui touche tous les secteurs de vie au Guatemala depuis 1954, année du dernier gouvernement démocratique au pays, et sur le sort pénible des milliers de réfugiés.

Le jour suivant, les juges se sont réunis à huis clos et, le 31 janvier, le Tribunal a prononcé son jugement, très sévère, déclarant tous les gouvernements, à partir de 1954 et incluant celui du Général Efraim Rios Montt, coupables de violations graves des droits humains et de violation du droit du peuple guatémaltèque à sa souveraineté politique et économique. Le gouvernement américain a été déclaré coupable des mêmes crimes, tandis que les gouvernements israélien, chilien et argentin sont condamnés pour complicité.

Le gouvernement du Guatemala a aussitôt qualifié cette condamnation de ridicule. Un porte-parole officiel a même osé dire que: "la dignité et la fierté nationales ne sauraient soumettre le gouvernement guatémaltèque au jugement d'aucune organisation internationale..."

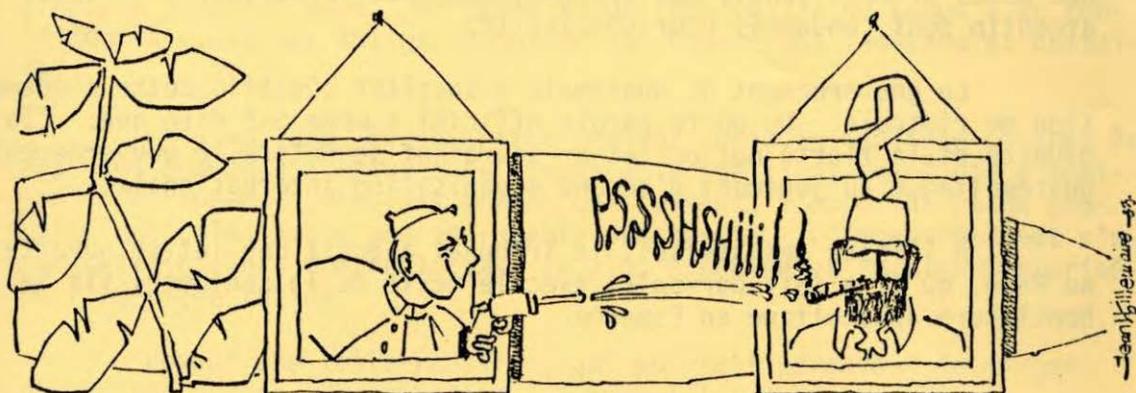
A l'issue des assises, le Tribunal a écrit une lettre ouverte au Pape, qu'il a fait parvenir, avec le texte de la sentence, via la Nonciature apostolique en Espagne.

Mexique

Le 20 octobre 1982, à la vieille de ses 75 ans, Mgr Sergio Mendez Arceo, évêque de Cuernavaca, présentait sa démission au Vatican, après 30 ans de labeur apostolique dans ce diocèse. Le 3 janvier suivant, l'Osservatore Romano faisait savoir que la démission était acceptée et que Mgr Juan Jesus Posadas Ocampo, actuel évêque de Tijuana, était nommé comme successeur. Les prêtres et les communautés de base du diocèse avaient envoyé plusieurs lettres au Pape pour lui demander de prolonger d'un an le mandat de Don Sergio Mendez Arceo, jusqu'à ses noces d'or d'ordination sacerdotale.

La carrière de Mgr Mendez Arceo a été des plus controversées. A preuve, les titres odieux de nos journaux d'ici pour rapporter la nouvelle. Il s'était prononcé plusieurs fois et ouvertement en faveur du socialisme et avait même signé quelques ouvrages sur la relation possible entre marxisme et foi chrétienne. Son appui à la révolution cubaine, puis à celle du Nicaragua, est notoire. Les chrétiens du El Salvador et du Guatemala peuvent aussi compter sur sa solidarité. Il était d'ailleurs au nombre des juges du Tribunal des Peuples, tant à la session sur le El Salvador (Mexico 1981) qu'à celle sur le Guatemala (Madrid 1983). Il est aussi l'un des rares évêques à avoir appuyé publiquement Mgr Romero à Puebla.

(Noticias Aliadas, 10 février 1983)



Nouvelles du Comité

* L'Assemblée générale annuelle, tenue le 20 janvier dernier a vu l'acceptation d'une nouvelle membre, Colette Lesage, et la réélection de Denise Chanard et François Lussier au Conseil d'administration. Ce dernier complétait le mandat de Cathy Throop. A la réunion suivante, les officiers ont été reconduits dans leurs postes respectifs, à savoir: Pierre Beaulé, président; François Lussier, vice-président; Denise Chanard, secrétaire-trésorière.

* Départ: notre amie Barbara Zerter, une des "mères-fondatrices" du Comité, nous quitte pour le Honduras, où elle ira travailler un an au camp de Mesa Grande, en formation pré-scolaire. Tous nos souhaits de courage et de patience! Avec nos prières fraternelles.

* Naissance: le "couple-présidentiel" est en train de devenir "clan"! Les Beaulé-Bulman ont en effet accueilli Vincent, le 15 mars dernier. Nos félicitations aux heureux parents et bienvenue à Vincent. Evidemment, Kate prend un congé de maternité pour donner à Vincent tous les soins dont il a besoin pour une "bonne partance" dans la vie. C'est Marilyn Hébert qui la remplace à la permanence du Comité.

* Anniversaire du martyr de Mgr Romero: le 24 mars dernier, par un froid qui n'avait rien de printannier, plus de 500 personnes se sont rassemblées pour la marche et la célébration populaire de cet événement significatif de la solidarité chrétienne avec les Eglises-soeurs d'Amérique Centrale. On a aussi fait mémoire de notre frère Raoul Léger, assassiné au Guatemala le 25 juillet 1981.

La 4e rencontre internationale "Mgr Romero" aura lieu à Turin, Italie, du 5 au 8 mai prochains.

La traduction française de la biographie de Mgr Romero est enfin parue. Elle est en vente au Comité au prix de 3,50\$, (+ 1,50\$ de frais de poste). Voir l'encart publicitaire.

* Délégation: grâce à la collaboration entre le COTRAC et la Société québécoise pour les Réfugiés, une délégation officielle a pu être mise sur pied et envoyé au Honduras pour visiter les camps de réfugiés salvadoriens de Mesa Grande et Colomocagua, du 6 au 12 février derniers. C'est la SQR qui a financé l'envoi de la délégation, composée de Mgr Charles Valois, évêque de St-Jérôme, ainsi que de Mmes Louise Gagné et Lisette Gervais. Christiane Charron accompagnait la délégation à titre de guide et Pierre Pelletier comme interprète. Le rapport de cette mission est disponible à la SQR, 8100 boul. St-Laurent, Montréal, H2P 2L9.

S O M M A I R E

DOSSIER ARGENTINE

Editorial	2
le pays et les hommes	2
D'hier à aujourd'hui	4
Une économie malade	8
Les Malouines... et après?	10
Quel avenir ?	12
Les "disparitions"...	14
Une Eglise opportuniste?	16

FOI ET ENGAGEMENT

L'Eglise que j'aime	18
Le CLAI	23

EN AMERIQUE LATINE

Voyage du Pape en A.C.	24
Tribunal des Peuples (Guat)	25
Démission de Mgr M. Arceo	26

NOUVELLES DU COMITE

PROPOSITIONS D'ACTION

- 1) Lettres d'appui fraternel aux
MERES DE LA PLACE DE MAI
pour les encourager dans leur
lutte silencieuse pour retrou-
ver leurs enfants et petits-
enfants disparus.

Ecrire à:

*Madres de la Plaza de Mayo
Casilla de Correo 1937
1000 Buenos Aires, C.F.
Argentina*

- 2) Appui à la campagne

UNE NOUVELLE VIE AU SALVADOR

(cf. dépliant inclus dans le
CAMINANDO de novembre 1982)

Projets de santé, d'agriculture
communautaire, d'éducation, de
production artisanale et de com-
munication, dans les zones libé-
rées. Pour informations et dons,
voir votre Comité régional de
solidarité internationale, ou
encore écrire ou téléphoner au:

*Réseau québécois des Comités
de Solidarité avec l'Amérique
Centrale
C.P. 8888, Succ. "A"
Montréal, Qué. H3C 3P8
Tél.: (514) 282-3794.*

P O R T E O U V E R T E

C H E Z - N O U S

2e et 4e
vendredi de 17 h. à 21 h.
de chaque mois

- * Souper-partage
- * Réflexion-échange
- * Geste de solidarité

POUR PLUS D'INFORMATION: 845-0511